



NATIONS UNIES

CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
LIMITÉE

T/COM.2/L.18
14 octobre 1954
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMUNICATION DE M. KIBWANA CHANZI
CONCERNANT LE TANGANYIKA

(Distribuée conformément à l'article 24 et à l'article complémentaire F du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

Note du Secrétariat : Cette communication a été transmise au Secrétaire général par la Mission de visite des Nations Unies dans les Territoires sous tutelle de l'Afrique orientale.

Kibwana Chanzi
Boîte postale 1056
Dar es-Salam

Le 5 août 1954

Au fonctionnaire chargé de la
liaison pour les questions politiques,
Secrétariat,
Dar es-Salam

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous adresser la présente lettre en vous demandant de bien vouloir remettre mon court mémorandum à la Mission (Membres de l'ONU) qui doit venir prochainement dans le Territoire du Tanganyika^{1/}.

Veuillez agréer, etc.

Kibwana Chanzi

Note du Secrétariat : Sur les six pièces jointes à cette communication, quatre ont déjà été publiées en annexe au document T/COM.2/L.15.

MEMORANDUM

Je suis très surpris de la déclaration du Land Officer et de celle du représentant de l'ONU. Le représentant affirme que cette terre est une terre de la Couronne (Crown Land) et le Land Officer, dans sa lettre du 14 mars 1952, référence No A.893/18, déclare que cette terre est une terre du domaine public (Public land). Entre le représentant et le Land Office, il m'est impossible de savoir qui a raison.

Le représentant a également déclaré devant l'ONU que, lorsqu'on avait demandé de fournir des preuves, j'avais envoyé un plan de la parcelle dite No 1. Mais cela n'est pas vrai, car j'avais envoyé auparavant un document au Registrar General et au Chief Secretary et ce document a été accepté, comme l'indiquent les pièces que m'a remises le Registrar General en 1954. Le Registrar General m'a alors demandé de fournir une nouvelle preuve pour les autres parcelles et je lui ai donné un plan qu'il a accepté. J'ai donc bien fourni un plan pour la parcelle No 1 et un autre plan pour les autres parcelles.

Bien entendu, je possédais beaucoup de plans avant la première grande guerre, mais comme je l'ai déjà dit, ils ont tous été brûlés; j'avais même un acte passé entre mes parents et le Gouvernement allemand.

MON ROYAUME

J'ai été convoqué au Secrétariat pour fournir de plus amples renseignements. M. Hucks m'a dit que S.E. le Gouverneur avait aboli mon royaume, mais lorsque je lui ai demandé pourquoi, il n'a pas pu répondre.

Quelques jours après notre entrevue, le Chief Secretary m'a écrit, le 19 juin (lettre No 10849/1846/59), pour me dire que l'on avait décidé qu'il était impossible de faire droit à ma demande. J'ai envoyé copie de cette lettre au Secrétaire général de l'ONU à titre de preuve supplémentaire, pour montrer qu'on ne m'avait pas dit pourquoi mon royaume avait été aboli.

Reçu à Dodoma, par la Mission de visite, le 23 août 1954.

Boîte postale No 1056
Dar es-Salam

Le 22 mai 1954

Son Excellence le Gouverneur du Tanganyika,
Sir Edward Twining, K.C.M.G., M.B.E.
Government House
Dar es-Salam

Monsieur le Gouverneur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre No 10849/1699/85, que le Member for Lands and Mines m'a adressée le 15 courant et dans laquelle je lis notamment cette phrase : "Comme je vous le faisais savoir dans la lettre No 10849/1699/72 que je vous ai adressée le 27 août 1952, les pétitions de cette nature doivent être envoyées directement au Conseil de tutelle; si le Conseil de tutelle en fait la demande, les observations du gouvernement lui seront également envoyées directement". J'ai lu avec beaucoup de surprise le dernier paragraphe de cette lettre, dont voici le texte : "Puisque vous saisissez à nouveau de cette affaire l'Organisation des Nations Unies, je ne puis donner suite à votre lettre du 20 avril 1954".

2. Après avoir lu cette déclaration, je voudrais savoir si les deux affaires ne font plus qu'une. S'il en était ainsi, j'annulerais ma lettre du 7 courant et attendrais jusqu'au 12 juin 1954 pour obtenir des renseignements précis au sujet de ma lettre du 20 avril. De cette façon, je n'enverrais plus de lettre à l'ONU et je m'entendrais avec le Gouvernement sur le règlement de ma Shamba.

3. Si les deux affaires n'en faisaient plus qu'une et si vous pouviez me fournir des renseignements, je vous serais reconnaissant de répondre à la présente lettre dans la semaine qui suit sa réception, afin que je puisse en informer le Secrétaire général de l'ONU et attendre une décision aussi longtemps qu'il me reste à vivre.

4. Si j'envoyais ma lettre à l'ONU, je me demande pourquoi l'Organisation ne prendrait pas de mesure à ce sujet.

5. Je vous prie de croire que mon intention n'est pas de faire parler de moi dans le Territoire, de mettre des bâtons dans les roues, de partir en guerre contre le Gouvernement ou de haïr qui que ce soit au Gouvernement; mon royaume et mes biens sont mon seul souci. Si j'obtiens satisfaction, je serai aussi calme que l'eau qui dort. Mais mon Gouvernement me pousse à répondre de façon évasive.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur le Gouverneur, votre très obéissant serviteur,

Kibwana Chanzi

Copie adressée au Member for Lands and Mines, Dar es-Salam.
